

Monsieur Philippe MARSOLF  
Président de la Commission particulière du débat public LGV – PACA  
1, rue Dugommier  
13001 MARSEILLE

St-Laurent du Var le 31 mai 2005-05-31

Monsieur le Président,

Faisant suite à notre conversation lors du débat public de Cagnes-sur-Mer, ci-joint notre contribution aux cahiers d'acteurs.

Nous vous adressons par e-mail nos différents documents ainsi que par la Poste.

Nous souhaiterions être invités au groupe des interpellateurs dans un prochain débat.

Par avance nous vous en remercions.

Dans l'attente de vous lire,

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations distinguées.

Le Président  
Noel PERNA

# TGV, ...

*Voilà que commence la consultation dite «ENQUETE PUBLIQUE» pour prendre l'opinion de tous (ceux qui le voudront) sur le projet de création de la ligne spéciale (LGV) permettant au TGV d'arriver jusqu'à Nice à 300 km à l'heure.*

Résultat recherché : mettre Nice à 3 heures 40 de Paris, ce qui prendra incontestablement des clients à la route et surtout à l'avion (Temps TGV aujourd'hui : plus ou moins 5 heures 30, donc gain prévu : 1 heure 45).

Spontanément, comme toujours, Région Verte est résolument pour le train qui peut seul réduire les autres modes de transport polluants et coûteux.

Alors, vive le TGV à 300 à l'heure jusqu'à Nice ?

Oui, mais sans réserve ? Certainement pas ! D'abord, et avant tout, il faut savoir que dans le cas le plus optimiste, ce sera pour 2025 !

En attendant, qu'est-ce qui sera fait pour que nous sortions de la mélasse dans laquelle nous sommes, du retard de 50 ans sur les transports collectifs, de la nullité des aménagements des gares et de leurs parkings, d'un réseau d'autocars insuffisant, archaïque et inadapté ?

D'accord, depuis deux ans, des efforts sont faits : la ligne Cannes-Grasse va s'ouvrir, les tarifs des bus commencent à s'unifier et se démocratiser, ... Mais, mais... la ligne principale SNCF est toujours incapable d'offrir le service indispensable à 15 minutes pour le TER local.



Pour la troisième voie, si indispensable, déjà retardée de deux ans, les crédits sont tellement réduits par l'Etat qu'à ce rythme, ce sont nos petits-enfants qui, peut-être, la verront.

Malgré de louables efforts, la ligne des chemins de fer de Provence n'avance guère. On aménage des routes sans réserver une voie propre aux transports collectifs.

Il est évident que nos priorités absolues, ce sont ces chantiers-là, afin que notre vie de tous les jours, notamment pour aller au travail et en revenir, soit moins pénible. mais qui s'en préoccupe ? Donc, ce TGV médiatisé à si grands frais ?

Il faudrait d'abord savoir ce que les habitants des départements traversés vont y GAGNER, exactement. Question qui ne semble pas préoccuper les promoteurs du projet. Nous attendons les réponses ... Sachant ce qui se passe ailleurs : que deviendront les prix du foncier, déjà follement élevés dans la région ? A quelles spéculations faut-il s'attendre encore ?

Quelles seront les conséquences, positives et négatives sur les déplacements locaux ? Quelles améliorations sur le trafic régional (Nice-Toulon-Marseille), en résultera-t-il ?

Pour toutes ces questions, et les autres :

**A SUIVRE LES YEUX OUVERTS !**

# T.G.V.

## Qui sera responsable d'éventuels dégats ?

**Comme les Alpes-Maritimes, 99% des départements Français sont enclavés.**

Les acteurs économiques et politiques ont un besoin de désenclaver leur secteur pour leur communication et leur développement économique.

Les moyens existent : les routes, la voiture, les camions, les trains, le TGV, l'avion, les bateaux, les transports publics,...

La mer, l'eau le soleil, le micro-climat de la Côte d'Azur ont favorisé, à l'initiative des spéculateurs, un développement anarchique sur des **sites très sensibles transformés en zone péri-urbaine**, pour le tout voitures, camions, **avec des transports publics incohérents**, sans plan d'aménagement.

Les parkings sans eau ni drap sont loués au prix d'une chambre d'hôtel de quartier.

Ces acteurs se sont préoccupés de **la rentabilité rapide de leur placement** qui ont provoqué la saturation.

De ce fait, une promotion dans un hyper, **10 centimètres de neige, un poids lourd accidenté** le mardi 22 février 2005 dernier a tout bloqué.

**De nombreux fonctionnaires ont refusé leur promotion** et leur mutation car le prix du logement est inabordable sur le littoral.

Ces acteurs politiques et économiques seront-ils capables de proposer un projet TGV ou autres de qualité, sans gêner les résidents qui ont été encouragés à s'installer ou à investir sur des sites de prestige. Il est urgent de ne pas aller trop vite pour réaliser cela.

Pour **préserver ce qu'il reste de site** et maîtriser le patrimoine foncier, pour satisfaire les résidents, **les acteurs de ce projet TGV seront-ils capables de prendre leurs responsabilités.**

**Dans les années 70, les fondateurs de Région Verte ont donné leurs avis sur ces transports :**

- Une liaison directe Paris-Nice sans passer par Marseille

- Nice-Grenoble-Genève sans passer par Marseille et Valence

- Le réseau SNCF sur les sites sensibles et milieu urbain sera à réaliser en tunnel ou en couverture transparente intégrée au paysage.

**26 ans après cela est-il possible...**

Avec l'arrivée du TGV, les Marseillais ont subi une flambée des prix.

**Le littoral saturé des Alpes-Maritimes sera-t-il capable de recevoir plus de monde ou sera-t-il réservé uniquement aux acteurs financiers et privilégiés.**

Nous demandons aux **élus et décideurs de responsabiliser les auteurs du projet.**

**Le Président,  
Noël PERNA**

# *Le toujours plus vite de Paris à Nice*

3 h 31 minutes exigés par certains acteurs économiques et politiques est-il finalement un danger pour la qualité de vie pour les habitants des Alpes-Maritimes.

Le littoral est sur-urbanisé, saturé, et le moyen-pays représente tout ce qui reste à protéger. Dès qu'il s'agit de réaliser une école, des logements sociaux, une route, des parkings, des pistes cyclables, ce sont des problèmes et des conflits. Et maintenant il faudrait accepter des propositions pharaoniques et technocratiques (TGV 3e voie, autoroutes...) sans, au préalable, une analyse et une concertation sur les erreurs et les incohérences du passé. Entre autres, les préoccupations sont totalement économiques et de rentabilité et non en faveur des besoins réels urgents des citoyens habitant la région qui, eux, subissent quotidiennement nuisances et retard.

Les fondateurs de Région Verte demandaient depuis trente ans le développement efficace et cohérent des infrastructures en faveur des transports publics. C'est bien l'argent qui a primé sur l'intérêt général.

Nous n'acceptons pas de projet TGV ou autoroutier (en tunnels et viaduc) dans le moyen pays, compte tenu de son urbanisation et de ses problèmes. La traversée des Alpes-Maritimes, comme certains le demandent, tout en tunnels, est séduisant. Toutefois, cette solution, on le sait, comporte des risques hydrauliques, sismiques et techniques.

En outre, le financement d'un tunnel total nous semble illusoire. Qui va payer ?

Il faut réduire les nuisances du bruit en milieu urbain, les moyens techniques et réglementaires existent. Les acteurs doivent être responsabilisés.

Compte tenu des problèmes à résoudre, nous ne devons pas voir un trajet comme Paris-Nice être à 30 minutes près.

De toute manière, il est certain que, dans vingt ans, à cause du coût de l'énergie et grâce aux progrès techniques de la communication, les affaires ne se traiteront plus par les déplacements, mais par téléconférence, entre autres.

Les temps de transport feront partie des loisirs et permettront d'admirer les paysages.

Il faut améliorer les réseaux ferroviaires existants, en rectifiant par exemple quelques tronçons de voies entre Aix-en-Provence et Brignoles.